

RCS : ORLEANS Code greffe : 4502

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

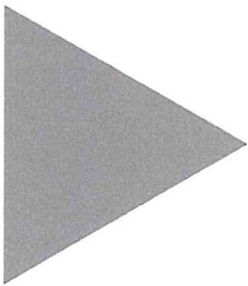
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 01630 Numéro SIREN : 824 092 282 Nom ou dénomination : Aalberts integrated piping systems SAS
--

Ce dépôt a été enregistré le 06/08/2021 sous le numéro de dépôt 8303

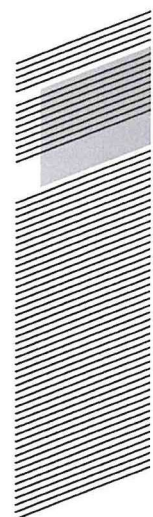
POUR COPIE CERTIFIEE
CONFORME

Monsieur André IN HET VELD



Comptes annuels

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020



SAS AALBERTS INTEGRATED PIPING SYSTEMS

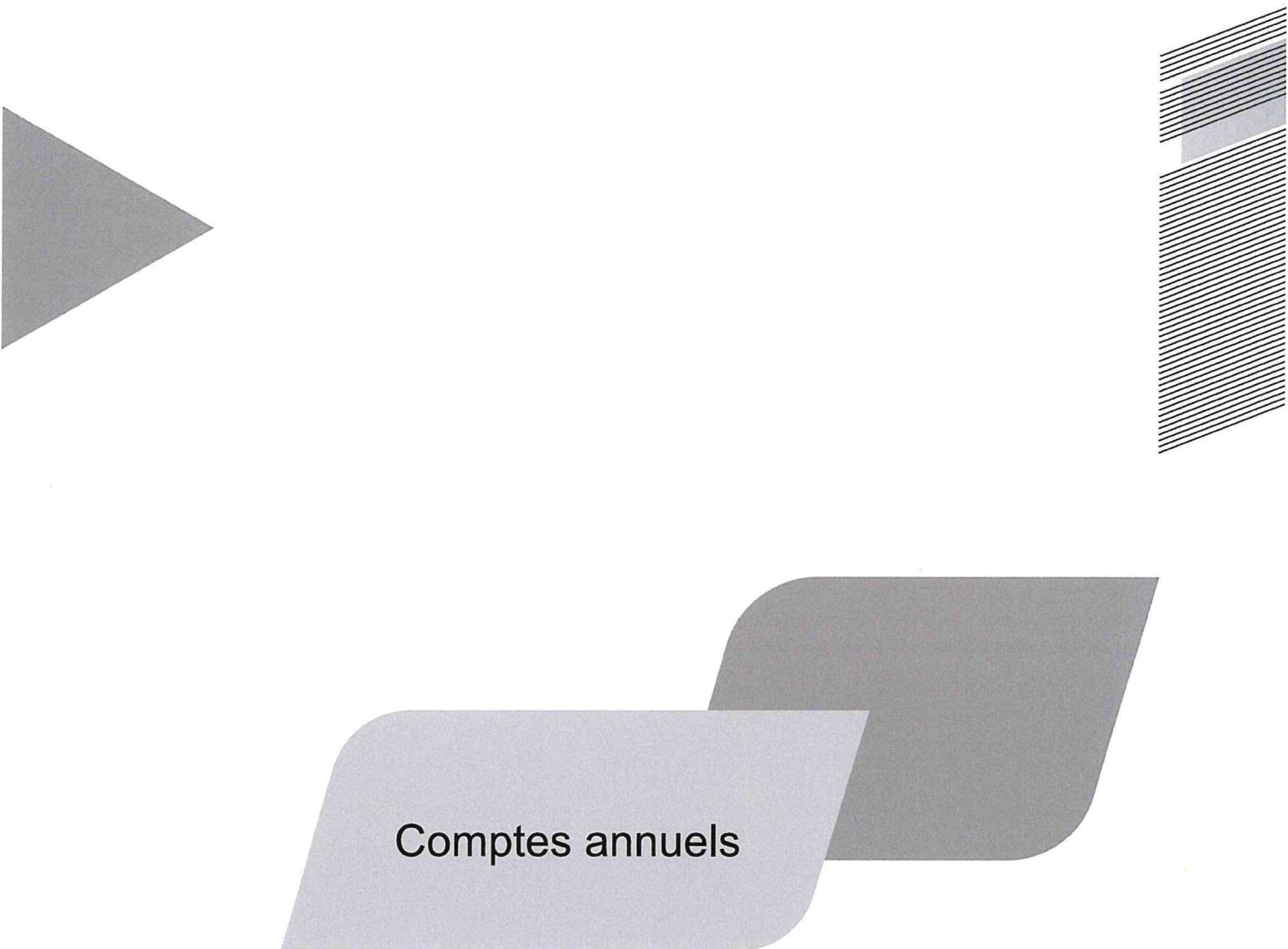
46 rue de l'Industrie
45550 ST DENIS DE L'HOTEL
APE : 4669B
Siret : 82409228200014



Sommaire

1. Comptes annuels	1
Bilan	2
Compte de résultat	4
Annexe	5
<i>Règles et méthodes comptables</i>	6
<i>Notes sur le bilan</i>	9
<i>Notes sur le compte de résultat</i>	17
<i>Autres informations</i>	20





Comptes annuels

Bilan

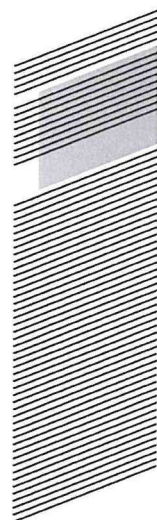
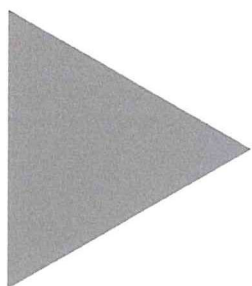
	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fonds commercial	2 959 955		2 959 955	2 959 955
Autres immobilisations incorporelles	10 002	1 690	8 312	
Immobilisations corporelles				
Terrains	228 432	51 214	177 217	177 796
Constructions	4 263 631	1 265 362	2 998 268	3 215 675
Installations techniques, matériel et outillage	6 789 892	4 186 342	2 603 550	2 792 924
Autres immobilisations corporelles	116 718	88 895	27 823	45 202
Immob. en cours / Avances & acomptes	1 053 800		1 053 800	1 237 958
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 698		1 698	1 698
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	15 424 127	5 593 502	9 830 624	10 431 208
Stocks				
Matières premières et autres approv.	3 143 084	222 416	2 920 668	4 041 223
En cours de production de biens	370 692		370 692	625 503
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	2 754 876	27 909	2 726 967	3 351 199
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	4 571 693	1 255	4 570 438	4 551 077
Fournisseurs débiteurs	722		722	4 889
Personnel	31 504		31 504	18 376
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	483 853		483 853	322 434
Autres créances	2 598 128		2 598 128	4 264 281
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				92
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	261 837		261 837	267 391
Charges constatées d'avance				6 887
TOTAL ACTIF CIRCULANT	14 216 389	251 579	13 964 809	17 453 352
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif	631		631	8
COMPTES DE REGULARISATION	631		631	8
TOTAL ACTIF	29 641 147	5 845 082	23 796 065	27 884 568

Bilan

	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
PASSIF		
Capital social ou individuel	4 000 000	4 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	63 701	63 701
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	550 261	1 210 215
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	337 035	-659 953
Subventions d'investissement	48 678	
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4 999 675	4 613 963
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	110 631	60 008
Provisions pour charges	1 175 704	1 236 055
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 286 335	1 296 063
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	8 500 000	12 000 000
<i>Découverts et concours bancaires</i>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	8 500 000	12 000 000
Emprunts et dettes financières diverses		
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	169 100	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 708 894	7 804 985
<i>Personnel</i>	1 017 891	855 339
<i>Organismes sociaux</i>	817 038	901 252
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>		
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	109 570	128 107
Dettes fiscales et sociales	1 944 500	1 884 698
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	68 449	274 631
Autres dettes	118 389	5 339
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	17 509 332	21 969 653
Ecart de conversion - Passif	722	4 889
TOTAL PASSIF	23 796 065	27 884 568

Compte de résultat

	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS				
Ventes de marchandises				
Production vendue	41 578 693	46 866 648	-5 287 955	-11,28
Production stockée	-1 072 676	-3 035 733	1 963 057	-64,67
Subventions d'exploitation		5 820	-5 820	-100,00
Autres produits	318 251	216 408	101 843	47,06
Total	40 824 268	44 053 143	-3 228 875	-7,33
CONSOMMATION M/SES & MAT				
Achats de marchandises				
Variation de stock (m/ses)				
Achats de m.p & aut.approv.	22 173 466	25 216 097	-3 042 631	-12,07
Variation de stock (m.p.)	889 470	901 853	-12 384	-1,37
Autres achats & charges externes	6 341 867	7 164 487	-822 619	-11,48
Total	29 404 803	33 282 436	-3 877 634	-11,65
MARGE SUR M/SES & MAT	11 419 466	10 770 707	648 759	6,02
CHARGES				
Impôts, taxes et vers. assim.	774 598	716 027	58 571	8,18
Salaires et Traitements	5 091 801	6 030 373	-938 572	-15,56
Charges sociales	2 089 444	2 474 153	-384 710	-15,55
Amortissements et provisions	2 030 789	1 587 246	443 543	27,94
Autres charges				
Total	9 986 632	10 807 799	-821 167	-7,60
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 432 834	-37 092	1 469 926	NS
Produits financiers	129 390	78 872	50 518	64,05
Charges financières	606 212	711 584	-105 372	-14,81
Résultat financier	-476 822	-632 712	155 890	-24,64
Opérations en commun				
RESULTAT COURANT	956 011	-669 804	1 625 816	-242,73
Produits exceptionnels	103 861	69 240	34 621	50,00
Charges exceptionnelles	511 964	222 368	289 596	130,23
Résultat exceptionnel	-408 103	-153 128	-254 975	166,51
Participation des salariés	41 774	26 435	15 339	58,02
Impôts sur les bénéfices	169 100	-189 414	358 514	-189,28
RESULTAT DE L'EXERCICE	337 035	-659 953	996 988	-151,07



Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS AALBERTS INTEGRATED PIPING SYSTEMS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 23 796 065 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 337 035 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015 relatif au Plan Comptable Général, du règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Terrains et aménagements :

Terrains : néant

Aménagements de terrains : 10 à 35 ans

* Constructions : 10 à 35 ans

* Agencements des constructions : 10 à 20 ans

* Installations techniques : 5 à 10 ans

* Matériel industriel : 5 à 10 ans

* Outillage : 3 ans

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

* Matériel de transport : 4 à 5 ans

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Règles et méthodes comptables

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

La société constate une dépréciation de stock notamment en cas de rotation lente. La méthode utilisée se base sur l'écoulement statistique probable des articles concernés. Le taux de dépréciation progresse en fonction de l'allongement du délai d'écoulement.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et méthodes comptables

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Conditions particulières d'activité pendant la période

L'activité a été impactée par la crise sanitaire et le confinement en Europe, notamment sur le 2ème trimestre 2020. La demande de nos clients a sensiblement baissé, notamment en UK et aux Pays-Bas.

La société s'est inscrite dans le dispositif d'accompagnement annoncé par le Gouvernement et a demandé à bénéficier des mesures :

- Délais de paiement des charges sociales prolongé de 3 mois
- Mise en chômage partiel des collaborateurs privés d'activité

Pour protéger ses employés la société a mis en place des règles d'hygiène renforcées et a modifié l'organisation pour les collaborateurs administratifs (télétravail) et les équipes sur le site (réorganisation de prises de postes et prises de pauses) pour préserver autant que possible le maintien de l'activité en veillant au bien-être de tous.

La relance de l'économie après l'été a pu compenser en partie les pertes de la première partie de l'année.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	2 959 955			2 959 955
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		10 002		10 002
Immobilisations incorporelles	2 959 955	10 002		2 969 957
- Terrains	228 432			228 432
- Constructions sur sol propre	3 010 888	28 250		3 039 138
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 168 608	55 885		1 224 493
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 642 212	1 147 679		6 789 892
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 757			1 757
- Matériel de transport	14 000			14 000
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	100 961			100 961
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	1 237 958	1 064 277	1 248 436	1 053 800
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	11 404 816	2 296 091	1 248 436	12 452 472
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 698			1 698
Immobilisations financières	1 698			1 698
ACTIF IMMOBILISE	14 366 469	2 306 093	1 248 436	15 424 127

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2020
Éléments achetés	2 959 955
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	2 959 955

Immobilisations corporelles

Immobilisations en cours

Montant des dépenses comptabilisées : 1 064 277 euros

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 690		1 690
Immobilisations incorporelles		1 690		1 690
- Terrains	50 636	578		51 214
- Constructions sur sol propre	453 771	153 342		607 112
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	510 050	148 200		658 250
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 849 288	857 026		3 706 314
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 757			1 757
- Matériel de transport	4 387	1 750		6 137
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	65 372	15 629		81 001
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	3 935 261	1 176 524		5 111 785
ACTIF IMMOBILISE	3 935 261	1 178 214		5 113 475

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 7 687 598 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 698		1 698
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 571 693	4 571 693	
Autres	3 114 208	3 114 208	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance			
Total	7 687 598	7 685 900	1 698
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Dépréciation des actifs

Dépréciation des immobilisations

En décembre 2020 la société a arrêté la fabrication et la vente d'une gamme de produits pour le marché anglais. Les machines et les équipements liés à cette activité, qui ont été identifiés sans potentiel d'être vendus ou utilisés pour d'autres gammes de produits, ont été dépréciés à 100% de leur VNC au 31/12/20, soit 480 027.34 euros.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 4 000 000,00 euros décomposé en 40 000 titres d'une valeur nominale de 100,00 euros.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 26/06/2020.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	-659 953
Prélèvements sur les réserves	659 953
Total des origines	
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	



Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2020
Capital	4 000 000				4 000 000
Réserve légale	63 701				63 701
Réserves générales	1 210 215	-659 953		659 953	550 261
Résultat de l'exercice	-659 953	659 953	337 035	-659 953	337 035
Subvention d'investissement			48 678		48 678
Total Capitaux Propres	4 613 963		385 713		4 999 675

Provisions

Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges		50 000			50 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change	8	631	8		631
Pensions et obligations similaires	1 201 916	30 968	88 099		1 144 785
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	94 139		3 220		90 919
Total	1 296 063	81 599	91 327		1 286 335
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		30 968	91 319		
Financières		631	8		
Exceptionnelles		50 000			

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 17 509 332 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	8 500 000		8 500 000	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 708 894	6 708 894		
Dettes fiscales et sociales	1 944 500	1 944 500		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	68 449	68 449		
Autres dettes (**)	287 489	287 489		
Produits constatés d'avance				
Total	17 509 332	9 009 332	8 500 000	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	3 500 000			
(**) Dont envers les associés				

Un emprunt de 16 000 000 € a été contracté sur l'exercice 2017 auprès de la société Aalberts Industries Finance BV, autre société membre du groupe Aalberts.

Les remboursements effectués sont les suivants :

. Exercice 2019 : 4 000 000 €

. Exercice 2020 : 3 500 000 €

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FRS F.N/P TIERS	1 498 325
FRS F.N/P GRPE	118 434
FNP FG HG	217 538
MRNF FNP IMMOS	44 950
DETTES PROV CP1	397 881
DETTES PROV JRT	40 133
DETTES PROV CET	38 985
13EME MOIS	157 947
INTERESSEMENT	80 087
PARTICIPATION	41 774
PERS-CHARGES A	233 889
CHARGES CP1	186 188
CHARGES JRRT	18 852
CHARGES CET	17 693
CHARGES 13 MOIS	62 849
ABT - CETIM	10 478
ETAT TVS	4 808
DIV.CH.A PAYER	1 016
CANTINE	749
Total	3 172 577

Impacts de l'événement Covid-19

L'entreprise n'a pas eu recours au PGE.

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par marché géographique

	31/12/2020
Chiffre d'affaires France	4 354 195
Chiffre d'affaires UE	29 899 657
Chiffre d'affaires Export	7 324 841
TOTAL	41 578 693

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 45 753 euros

Honoraire des autres services : 16 053 euros

Impact de l'événement Covid-19 sur les charges

La société a bénéficié des mesures de soutien de l'Etat en matière de chômage partiel.

Le coût des dépenses liées à la crise sanitaire sont les suivants :

- . Consommables (gel hydroalcoolique, masques, signalétiques) : 40 K€
- . Prestations de nettoyage renforcé : 30 K€
- . Location de matériels informatiques (télétravail) : 10 K€

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	31/12/2020	31/12/2019
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	28 047	35 746
Reprises sur provisions et transferts de charge	8	1 322
Différences positives de change	101 334	41 804
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	129 390	78 872
Dotations financières aux amortissements et provisions	631	8
Intérêts et charges assimilées	539 375	645 000
Différences négatives de change	66 205	66 576
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	606 212	711 584
Résultat financier	-476 822	-632 712

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	19 693	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	6 620	
Coût de départ de salariés	429 651	
Provisions pour risques et charges	50 000	
Produits des cessions d'éléments d'actif		6 620
Autres produits exceptionnels		32 991
Amendes et pénalités	6 000	
Régularisation taux accident du travail		64 250
TOTAL	511 964	103 861

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 26,5 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 29 065 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	109 679
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	109 679
C. Déficit reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	29 065
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 26,5 %.	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2017, la société SAS AALBERTS INTEGRATED PIPING SYSTEMS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe AALBERTS INDUSTRIES LYON SNC.

Un avenant à la convention d'intégration fiscale a été établi le 30/09/2019 : en cas de déficit ou de moins-value nette à long terme, les sociétés intégrées recevront, à titre définitif, de la société intégrante une somme égale à l'économie d'impôt sur les sociétés. En conséquence, les sociétés intégrées seront privées du report de leur déficit ou de leur moins-value pour la détermination ultérieure de leur charge d'impôt.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

- Charges de l'exercice : 169 100 euros

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 146 personnes dont 2 apprentis.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	19	
Agents de maîtrise et techniciens	23	
Employés	12	
Ouvriers	92	
Total	146	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Le président n'est pas rémunéré au sein de la société PEGLER YORKSHIRE.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 1 144 785 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 1 144 785 euros

Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions légales et de la convention collective, en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, de la rotation du personnel et des tables de mortalités.

Les principales hypothèses de valorisation sont les suivantes :

- . Taux d'actualisation : 0,35%
- . Revalorisation des salaires : 2%
- . Taux de charges sociales : 40%
- . Turnover : Fort
- . Table de mortalité : INSEE 2014-2016
- . Ventilation des départs : 100% à l'initiative du salarié
- . Age de départ à la retraite : Age quand le salarié a le droit à sa pleine retraite

Les engagements ainsi calculés sont comptabilisés en provision pour risques et charges.

Les engagements sont évalués conformément à la norme IAS19 révisée.

La société n'a pas opté pour la méthode du corridor et comptabilise les écarts actuariels directement en résultat.

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

Autres informations

Médailles du travail

Les engagements relatifs aux gratifications accordées au titre des médailles du travail sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions légales et des accords d'entreprise en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement de la rotation du personnel et des tables de mortalités. Les engagements ainsi calculés sont comptabilisés en provision pour risques et charges.



Aalberts integrated piping systems SAS
Société par actions simplifiée
au capital de 4 000 000 euros
Siège social : 46, Rue de l'Industrie
45550 ST DENIS DE L'HOTEL
824 092 282 RCS ORLEANS

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
DU 29 JUIN 2021

DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
de l'exercice clos le 31 décembre 2020

L'associée unique, sur proposition du Président de la Société, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élevant à 337 034,53 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	337 034,53 euros
A la réserve légale	16 851,73 euros -----
Le Solde	320 182,80 euros

A porter en totalité compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 870 444,19 euros.

Conformément à la loi, l'associée unique constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

 Certifié conforme
Le Président



AALBERTS INTEGRATED PIPING SYSTEMS SAS

Société par actions simplifiée

46 rue de l'Industrie

45550 SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

AALBERTS INTEGRATED PIPING SYSTEMS SAS

Société par actions simplifiée

46 rue de l'Industrie

45550 SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'associé unique de la société AALBERTS INTEGRATED PIPING SYSTEMS SAS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AALBERTS INTEGRATED PIPING SYSTEMS SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives au nombre de factures prévues par cet article.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 18 juin 2021

Le commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES



Guido CARATI

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fonds commercial	2 959 955		2 959 955	2 959 955
Autres immobilisations incorporelles	10 002	1 690	8 312	
Immobilisations corporelles				
Terrains	228 432	51 214	177 217	177 796
Constructions	4 263 631	1 265 362	2 998 268	3 215 675
Installations techniques, matériel et outilla	6 789 892	4 186 342	2 603 550	2 792 924
Autres immobilisations corporelles	116 718	88 895	27 823	45 202
Immob. en cours / Avances & acomptes	1 053 800		1 053 800	1 237 958
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 698		1 698	1 698
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	15 424 127	5 593 502	9 830 624	10 431 208
Stocks				
Matières premières et autres approv.	3 143 084	222 416	2 920 668	4 041 223
En cours de production de biens	370 692		370 692	625 503
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	2 754 876	27 909	2 726 967	3 351 199
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	4 571 693	1 255	4 570 438	4 551 077
Fournisseurs débiteurs	722		722	4 889
Personnel	31 504		31 504	18 376
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	483 853		483 853	322 434
Autres créances	2 598 128		2 598 128	4 264 281
Divers				
Avances et acomptes versés sur comman				92
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	261 837		261 837	267 391
Charges constatées d'avance				6 887
TOTAL ACTIF CIRCULANT	14 216 389	251 579	13 964 809	17 453 352
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif	631		631	8
COMPTES DE REGULARISATION	631		631	8
TOTAL ACTIF	29 641 147	5 845 082	23 796 065	27 884 568

Bilan

	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
PASSIF		
Capital social ou individuel	4 000 000	4 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	63 701	63 701
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	550 261	1 210 215
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	337 035	-659 953
Subventions d'investissement	48 678	
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4 999 675	4 613 963
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	110 631	60 008
Provisions pour charges	1 175 704	1 236 055
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 286 335	1 296 063
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	8 500 000	12 000 000
<i>Découverts et concours bancaires</i>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	8 500 000	12 000 000
Emprunts et dettes financières diverses		
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	169 100	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 708 894	7 804 985
<i>Personnel</i>	1 017 891	855 339
<i>Organismes sociaux</i>	817 038	901 252
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>		
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	109 570	128 107
Dettes fiscales et sociales	1 944 500	1 884 698
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	68 449	274 631
Autres dettes	118 389	5 339
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	17 509 332	21 969 653
Ecart de conversion - Passif	722	4 889
TOTAL PASSIF	23 796 065	27 884 568

Compte de résultat

	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS				
Ventes de marchandises				
Production vendue	41 578 693	46 866 648	-5 287 955	-11,28
Production stockée	-1 072 676	-3 035 733	1 963 057	-64,67
Subventions d'exploitation		5 820	-5 820	-100,00
Autres produits	318 251	216 408	101 843	47,06
Total	40 824 268	44 053 143	-3 228 875	-7,33
CONSOMMATION M/SES & MAT				
Achats de marchandises				
Variation de stock (m/ses)				
Achats de m.p & aut.approv.	22 173 466	25 216 097	-3 042 631	-12,07
Variation de stock (m.p.)	889 470	901 853	-12 384	-1,37
Autres achats & charges externes	6 341 867	7 164 487	-822 619	-11,48
Total	29 404 803	33 282 436	-3 877 634	-11,65
MARGE SUR M/SES & MAT	11 419 466	10 770 707	648 759	6,02
CHARGES				
Impôts, taxes et vers. assim.	774 598	716 027	58 571	8,18
Salaires et Traitements	5 091 801	6 030 373	-938 572	-15,56
Charges sociales	2 089 444	2 474 153	-384 710	-15,55
Amortissements et provisions	2 030 789	1 587 246	443 543	27,94
Autres charges				
Total	9 986 632	10 807 799	-821 167	-7,60
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 432 834	-37 092	1 469 926	NS
Produits financiers	129 390	78 872	50 518	64,05
Charges financières	606 212	711 584	-105 372	-14,81
Résultat financier	-476 822	-632 712	155 890	-24,64
Opérations en commun				
RESULTAT COURANT	956 011	-669 804	1 625 816	-242,73
Produits exceptionnels	103 861	69 240	34 621	50,00
Charges exceptionnelles	511 964	222 368	289 596	130,23
Résultat exceptionnel	-408 103	-153 128	-254 975	166,51
Participation des salariés	41 774	26 435	15 339	58,02
Impôts sur les bénéfices	169 100	-189 414	358 514	-189,28
RESULTAT DE L'EXERCICE	337 035	-659 953	996 988	-151,07

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS AALBERTS INTEGRATED PIPING SYSTEMS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 23 796 065 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 337 035 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015 relatif au Plan Comptable Général, du règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Terrains et aménagements :

Terrains : néant

Aménagements de terrains : 10 à 35 ans

* Constructions : 10 à 35 ans

* Agencements des constructions : 10 à 20 ans

* Installations techniques : 5 à 10 ans

* Matériel industriel : 5 à 10 ans

* Outillage : 3 ans

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

* Matériel de transport : 4 à 5 ans

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Règles et méthodes comptables

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

La société constate une dépréciation de stock notamment en cas de rotation lente. La méthode utilisée se base sur l'écoulement statistique probable des articles concernés. Le taux de dépréciation progresse en fonction de l'allongement du délai d'écoulement.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et méthodes comptables

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Conditions particulières d'activité pendant la période

L'activité a été impactée par la crise sanitaire et le confinement en Europe, notamment sur le 2ème trimestre 2020. La demande de nos clients a sensiblement baissé, notamment en UK et aux Pays-Bas.

La société s'est inscrite dans le dispositif d'accompagnement annoncé par le Gouvernement et a demandé à bénéficier des mesures :

- Délais de paiement des charges sociales prolongé de 3 mois
- Mise en chômage partiel des collaborateurs privés d'activité

Pour protéger ses employés la société a mis en place des règles d'hygiène renforcées et a modifié l'organisation pour les collaborateurs administratifs (télétravail) et les équipes sur le site (réorganisation de prises de postes et prises de pauses) pour préserver autant que possible le maintien de l'activité en veillant au bien-être de tous.

La relance de l'économie après l'été a pu compenser en partie les pertes de la première partie de l'année.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	2 959 955			2 959 955
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		10 002		10 002
Immobilisations incorporelles	2 959 955	10 002		2 969 957
- Terrains	228 432			228 432
- Constructions sur sol propre	3 010 888	28 250		3 039 138
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 168 608	55 885		1 224 493
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 642 212	1 147 679		6 789 892
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 757			1 757
- Matériel de transport	14 000			14 000
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	100 961			100 961
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	1 237 958	1 064 277	1 248 436	1 053 800
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	11 404 816	2 296 091	1 248 436	12 452 472
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 698			1 698
Immobilisations financières	1 698			1 698
ACTIF IMMOBILISE	14 366 469	2 306 093	1 248 436	15 424 127

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2020
Éléments achetés	2 959 955
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	2 959 955

Immobilisations corporelles

Immobilisations en cours

Montant des dépenses comptabilisées : 1 064 277 euros

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 690		1 690
Immobilisations incorporelles		1 690		1 690
- Terrains	50 636	578		51 214
- Constructions sur sol propre	453 771	153 342		607 112
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	510 050	148 200		658 250
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 849 288	857 026		3 706 314
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 757			1 757
- Matériel de transport	4 387	1 750		6 137
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	65 372	15 629		81 001
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	3 935 261	1 176 524		5 111 785
ACTIF IMMOBILISE	3 935 261	1 178 214		5 113 475

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 7 687 598 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 698		1 698
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 571 693	4 571 693	
Autres	3 114 208	3 114 208	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance			
Total	7 687 598	7 685 900	1 698
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Dépréciation des actifs

Dépréciation des immobilisations

En décembre 2020 la société a arrêté la fabrication et la vente d'une gamme de produits pour le marché anglais. Les machines et les équipements liés à cette activité, qui ont été identifiés sans potentiel d'être vendus ou utilisés pour d'autres gammes de produits, ont été dépréciés à 100% de leur VNC au 31/12/20, soit 480 027.34 euros.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 4 000 000,00 euros décomposé en 40 000 titres d'une valeur nominale de 100,00 euros.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 26/06/2020.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	-659 953
Prélèvements sur les réserves	659 953
Total des origines	
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2020
Capital	4 000 000				4 000 000
Réserve légale	63 701				63 701
Réserves générales	1 210 215	-659 953		659 953	550 261
Résultat de l'exercice	-659 953	659 953	337 035	-659 953	337 035
Subvention d'investissement			48 678		48 678
Total Capitaux Propres	4 613 963		385 713		4 999 675

Provisions

Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges		50 000			50 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change	8	631	8		631
Pensions et obligations similaires	1 201 916	30 968	88 099		1 144 785
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	94 139		3 220		90 919
Total	1 296 063	81 599	91 327		1 286 335
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		30 968	91 319		
Financières		631	8		
Exceptionnelles		50 000			

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 17 509 332 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	8 500 000		8 500 000	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 708 894	6 708 894		
Dettes fiscales et sociales	1 944 500	1 944 500		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	68 449	68 449		
Autres dettes (**)	287 489	287 489		
Produits constatés d'avance				
Total	17 509 332	9 009 332	8 500 000	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	3 500 000			
(**) Dont envers les associés				

Un emprunt de 16 000 000 € a été contracté sur l'exercice 2017 auprès de la société Aalberts Industries Finance BV, autre société membre du groupe Aalberts.

Les remboursements effectués sont les suivants :

. Exercice 2019 : 4 000 000 €

. Exercice 2020 : 3 500 000 €

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FRS F.N/P TIERS	1 498 325
FRS F.N/P GRPE	118 434
FNP FG HG	217 538
MRNF FNP IMMOS	44 950
DETTES PROV CP1	397 881
DETTES PROV JRT	40 133
DETTES PROV CET	38 985
13EME MOIS	157 947
INTERESSEMENT	80 087
PARTICIPATION	41 774
PERS-CHARGES A	233 889
CHARGES CP1	186 188
CHARGES JRTT	18 852
CHARGES CET	17 693
CHARGES 13 MOIS	62 849
ABT - CETIM	10 478
ETAT TVS	4 808
DIV.CH.A PAYER	1 016
CANTINE	749
Total	3 172 577

Impacts de l'événement Covid-19

L'entreprise n'a pas eu recours au PGE.

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par marché géographique

	31/12/2020
Chiffre d'affaires France	4 354 195
Chiffre d'affaires UE	29 899 657
Chiffre d'affaires Export	7 324 841
TOTAL	41 578 693

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 45 753 euros

Honoraire des autres services : 16 053 euros

Impact de l'événement Covid-19 sur les charges

La société a bénéficié des mesures de soutien de l'Etat en matière de chômage partiel.

Le coût des dépenses liées à la crise sanitaire sont les suivants :

- . Consommables (gel hydroalcoolique, masques, signalétiques) : 40 K€
- . Prestations de nettoyage renforcé : 30 K€
- . Location de matériels informatiques (télétravail) : 10 K€

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	31/12/2020	31/12/2019
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	28 047	35 746
Reprises sur provisions et transferts de charge	8	1 322
Différences positives de change	101 334	41 804
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	129 390	78 872
Dotations financières aux amortissements et provisions	631	8
Intérêts et charges assimilées	539 375	645 000
Différences négatives de change	66 205	66 576
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	606 212	711 584
Résultat financier	-476 822	-632 712

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	19 693	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	6 620	
Coût de départ de salariés	429 651	
Provisions pour risques et charges	50 000	
Produits des cessions d'éléments d'actif		6 620
Autres produits exceptionnels		32 991
Amendes et pénalités	6 000	
Régularisation taux accident du travail		64 250
TOTAL	511 964	103 861

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 26,5 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 29 065 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	109 679
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	109 679
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	29 065
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 26,5 %.	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2017, la société SAS AALBERTS INTEGRATED PIPING SYSTEMS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe AALBERTS INDUSTRIES LYON SNC.

Un avenant à la convention d'intégration fiscale a été établi le 30/09/2019 : en cas de déficit ou de moins-value nette à long terme, les sociétés intégrées recevront, à titre définitif, de la société intégrante une somme égale à l'économie d'impôt sur les sociétés. En conséquence, les sociétés intégrées seront privées du report de leur déficit ou de leur moins-value pour la détermination ultérieure de leur charge d'impôt.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

- Charges de l'exercice : 169 100 euros

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 146 personnes dont 2 apprentis.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	19	
Agents de maîtrise et techniciens	23	
Employés	12	
Ouvriers	92	
Total	146	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Le président n'est pas rémunéré au sein de la société PEGLER YORKSHIRE.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 1 144 785 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 1 144 785 euros

Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions légales et de la convention collective, en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, de la rotation du personnel et des tables de mortalités.

Les principales hypothèses de valorisation sont les suivantes :

- . Taux d'actualisation : 0.35%
- . Revalorisation des salaires : 2%
- . Taux de charges sociales : 40%
- . Turnover : Fort
- . Table de mortalité : INSEE 2014-2016
- . Ventilation des départs : 100% à l'initiative du salarié
- . Age de départ à la retraite : Age quand le salarié a le droit à sa pleine retraite

Les engagements ainsi calculés sont comptabilisés en provision pour risques et charges.

Les engagements sont évalués conformément à la norme IAS19 révisée.

La société n'a pas opté pour la méthode du corridor et comptabilise les écarts actuariels directement en résultat.

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

Autres informations

Médailles du travail

Les engagements relatifs aux gratifications accordées au titre des médailles du travail sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions légales et des accords d'entreprise en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement de la rotation du personnel et des tables de mortalités. Les engagements ainsi calculés sont comptabilisés en provision pour risques et charges.

